

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone
SCP 318.01

Convention collective de travail du 8 septembre 2023 relative à l'emploi et à la formation des groupes à risques

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des services qui ressortissent à la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone. On entend par «travailleurs» le personnel employé et ouvrier, sans distinction de genre.

CHAPITRE II - PRINCIPES

Article 2.

La présente CCT est conclue conformément :

- a) aux articles 189 et 190 de la loi portant des dispositions diverses (I) du 27 décembre 2006 (*Moniteur belge*, 28 décembre 2006) ;
- b) à l'arrêté royal du 19 février 2013 d'exécution de l'article 189, alinéa 4, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) (*Moniteur belge*, 8 avril 2013).
- c) à l'arrêté royal du 2 juillet 2023 exécutant l'accord cadre dans le cadre des négociations interprofessionnelles pour la période 2023-2024

CHAPITRE III – MODALITÉS

Article 3.

Pour la période 2023-2024, les services des aides familiales et des aides seniors font un effort financier en faveur des groupes à risques et/ou des personnes bénéficiant d'un plan d'accompagnement des chômeurs correspondant au moins à 0,15 % calculés sur base de la rémunération globale des travailleurs, comme prévu à l'article 23 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés pour la formation professionnelle continue des groupes à risques tels que définis à l'article 4 de la présente convention collective de travail.

Article 4.

Par « personne appartenant aux groupes à risques », on retrouve trois catégories de travailleurs :

§ 1 : Catégorie 1 pour laquelle un effort d'au moins 0,05% de la masse salariale doit être fourni en matière d'embauche et de formation

En matière de formation...

Le travailleur d'un service d'aide aux familles et aux aînés qui est peu qualifié, ou très peu qualifié au sens de l'article 24 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi : soit

- peu qualifié : le travailleur qui ne possède pas de certificat ou de diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.
- très peu qualifié : le travailleur qui est au maximum détenteur d'un certificat du 2^{ème} degré de l'enseignement secondaire ou au maximum d'un certificat de l'enseignement secondaire à horaire réduit.

En matière d'embauche...

Le demandeur d'emploi qui, soit

- A bénéficié d'allocations de chômage sans interruption pendant les 12 mois qui précèdent son engagement ;
- A plus de 18 ans et est titulaire, au max., d'un diplôme de l'enseignement sec. sup. ;
- Est handicapé ;
- Est âgé de moins de 18 ans, soumis à l'obligation scolaire et qui ne poursuit plus l'enseignement secondaire de plein exercice (scolarisé à temps partiel) ;
- Réintègre le marché du travail ;
- Bénéficie depuis au moins 6 mois du RMI ;
- Est touché par un licenciement collectif ou un plan de restructuration.

§ 2 : Catégorie 2 pour laquelle un effort d'au moins 0,025% de la masse salariale doit être fourni en matière d'embauche et de formation

- a) Travailleurs \geq 50 ans ;
- b) Travailleurs \geq 40 ans menacés de licenciement car :
 - Préavis en cours ;
 - Entreprise en difficulté ou en restructuration ;
 - Licenciement collectif annoncé.
- c) Les personnes inoccupées et les personnes qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service ;
- d) Les personnes avec aptitude réduite au travail ;
- e) Les jeunes de moins de 26 ans suivant une formation (les jeunes en apprentissage, en alternance, FPI, stage de transition).

§ 3 : Catégorie 3 pour laquelle un effort d'au moins 0,025% de la masse salariale doit être fourni en matière d'embauche et de formation

- a) Jeunes de moins de 26 ans avec une aptitude réduite au travail ;
- b) Jeunes de moins de 26 ans suivant une formation (en apprentissage, en alternance, FPI, stage de transition) ;
- c) Personnes de moins de 26 ans qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service.

§ 4 Par personnes inoccupées, on entend :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (voir AR 19/12/2001) ;
- Chômeurs indemnisés ;
- Demandeurs d'emploi peu qualifiés/très peu qualifiés (loi 24/12/99) ;
- Les personnes qui réintègrent le marché de l'emploi après une interruption

d'au moins 1 an ;

- Les personnes bénéficiant du revenu d'intégration ;
- Les travailleurs qui bénéficient d'une carte de réductions restructurations ;
- Les demandeurs d'emploi non-européens.

Par personne ayant une aptitude réduite, on entend :

- Les personnes qui satisfont aux conditions pour être inscrits dans une agence régionale pour personnes handicapées ;
- Les personnes avec une inaptitude au travail définitive de minimum 33% ;
- Les personnes qui bénéficient d'une allocation de remplacement de revenu relative aux personnes handicapées ;
- Les travailleurs qui ressortissent aux CP relatives aux ETA et ateliers protégés ;
- Les personnes qui bénéficient des allocations familiales majorées sur base d'une incapacité physique ou mentale de 66% minimum ;
- Les personnes qui disposent d'une attestation de la Direction Générale de la Personne Handicapée pour l'octroi d'avantages fiscaux et sociaux ;
- Les personnes avec une indemnité d'invalidité, de maladie professionnelle ou une indemnité pour accident de travail.

Article 5.

Les services d'aides familiales et d'aides seniors assurent à leurs travailleurs une formation continue afin qu'ils puissent s'adapter à l'évolution des besoins.

Article 6.

Les services d'aides familiales et d'aides seniors embauchent des travailleurs groupes à risques.

Toutes les initiatives en matière de formation continue sont rendues accessibles aux groupes à risque définis à l'article 4 de la présente convention collective de travail.

Article 7.

Au 1^{er} juillet de chaque année, les employeurs fourniront au CE, ou au CPPT ou à défaut à la délégation syndicale les tableaux- annexe 1- attestant de la réalisation des mesures pour l'embauche et la formation des groupes à risques.

Article 8.

La sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone veillera à la réalisation de ces mesures pour l'embauche et la formation des groupes à risques.

CHAPITRE IV - CONVENTION DE PREMIER EMPLOI

Article 9.

En exécution de l'article 3, §1^{er}, 2^o de l'arrêté royal du 30 mars 2000 d'exécution des articles 26, 27, alinéa 1^{er}, 2^o, 30, 39, §1^{er}, et §4, alinéa 2, 40, alinéa 2, 40bis, alinéa 2, 41, 43, alinéa 2, et 47, §1^{er}, alinéa 5 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, le calcul exact de l'obligation réelle de conventions de premier emploi à respecter par les employeurs membres de la sous-commission paritaire est le suivant :

CODEF	0
C.C.C.S.S.D	66,34
FEDOM	28,69
F.S.B.	11,53

CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES

Article 10.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023 et cesse de l'être le 31 décembre 2024.

La présente convention peut être revue ou dénoncée par l'une des parties signataires moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, au Président de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Annexe 1

CCT du 8/09/2023 relative à l'emploi et la formation des groupes à risques

Catégorie 1 – art. 4 §1

Formation

Coût salarial

Rémunérations	
Charges patronales	
Total 1	

Coût d'organisation

Rémunération formateurs internes	
Rémunération formateurs externes	
Déplacements des travailleurs	
Location salles	
Matériel didactique	
Autres (à préciser)	
Total 2	

Charges totales

Total 1 + 2	
--------------------	--

Emploi

Emplois nets supplémentaires :

- Qualification
- Temps de travail

Remarques :

Seuls les coûts relatifs aux travailleurs groupes à risques tels que définis en SCP 318.01 peuvent être pris en compte.

Les coûts de formation ne peuvent être pris en compte que s'il n'y a pas de subventionnement prévu.

Les emplois doivent être supplémentaires par rapport aux modes de subventionnement.

Annexe 1

CCT du 8/09/2023 relative à l'emploi et la formation des groupes à risques

Catégorie 2 – art. 4 §2

Formation

Coût salarial

Rémunérations	
Charges patronales	
Total 1	

Coût d'organisation

Rémunération formateurs internes	
Rémunération formateurs externes	
Déplacements des travailleurs	
Location salles	
Matériel didactique	
Autres (à préciser)	
Total 2	

Charges totales

Total 1 + 2	
--------------------	--

Emploi

Emplois nets supplémentaires :

- Qualification
- Temps de travail

Remarques :

Seuls les coûts relatifs aux travailleurs groupes à risques tels que définis en SCP 318.01 peuvent être pris en compte.

Les coûts de formation ne peuvent être pris en compte que s'il n'y a pas de subventionnement prévu.

Les emplois doivent être supplémentaires par rapport aux modes de subventionnement.

Annexe 1

CCT du 8/09/2023 relative à l'emploi et la formation des groupes à risques

Catégorie 3 – art. 4 §3

Formation

Coût salarial

Rémunérations	
Charges patronales	
Total 1	

Coût d'organisation

Rémunération formateurs internes	
Rémunération formateurs externes	
Déplacements des travailleurs	
Location salles	
Matériel didactique	
Autres (à préciser)	
Total 2	

Charges totales

Total 1 + 2	
--------------------	--

Emploi

Emplois nets supplémentaires :

- Qualification
- Temps de travail

Remarques :

Seuls les coûts relatifs aux travailleurs groupes à risques tels que définis en SCP 318.01 peuvent être pris en compte.

Les coûts de formation ne peuvent être pris en compte que s'il n'y a pas de subventionnement prévu.

Les emplois doivent être supplémentaires par rapport aux modes de subventionnement.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 8 september 2023 betreffende de werkgelegenheid en de opleiding van de risicogroepen

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de diensten die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap. Onder "werknemers" verstaat men het werklieden- en bediendepersoneel, zonder onderscheid van geslacht.

HOOFDSTUK II: PRINCIPES

Artikel 2.

Deze cao wordt gesloten overeenkomstig:

- a) de artikelen 189 en 190 van de wet houdende diverse bepalingen (I) van 27 december 2006 (*Belgisch Staatsblad*, 28 december 2006);
- b) het koninklijk besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, 4de lid, van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) (*Belgisch Staatsblad*, 8 april 2013).
- c) het koninklijk besluit van 2 juli 2023 tot uitvoering van het sociaal akkoord in het kader van de interprofessionele onderhandelingen voor de jaren 2023-2024.

Hoofdstuk III. MODALITEITEN

Artikel 3.

Voor de periode 2023-2024 doen de diensten voor gezins- en bejaardenhulp een financiële inspanning ten gunste van de risicogroepen en/of van de personen die een begeleidingsplan voor werklozen genieten, die overeenstemt met minstens 0,15% berekend op basis van het totale loon van de werknemers, zoals bepaald in artikel 23 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, voor de voortgezette beroepsopleiding van de risicogroepen, zoals bepaald in artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 4.

Bij de "personen die behoren tot de risicogroepen" vindt men drie categorieën van werknemers:

§ 1: Categorie 1 waarvoor een inspanning van minstens 0,05% van de loonmassa moet worden geleverd voor tewerkstelling en opleiding

Op gebied van opleiding...

De werknemer van een dienst voor gezins- en bejaardenhulp die laaggeschoold is in de zin van artikel 24 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid: hetzij

- laaggeschoold: de werknemer die geen getuigschrift of diploma van het hoger secundair onderwijs bezit.
- erg laag geschoold: de werknemer die hoogstens houder is van een getuigschrift van de 2^{de} graad van het secundair onderwijs of hoogstens van een getuigschrift van het secundair onderwijs met beperkt uurrooster.

Op gebied van tewerkstelling...

De werkzoekende die hetzij,

- Zonder onderbreking gedurende de 12 maanden die zijn indienstneming voorafgaan, werkloosheidsuitkeringen heeft genoten;
- Ouder is dan 18 jaar en houder is van hoogstens een diploma van het hoger secundair onderwijs;
- Een persoon met een handicap is;
- Jonger is dan 18 jaar, onderworpen is aan de leerplicht en die het secundair onderwijs met volledig leerplan niet meer volgt (deeltijdse leerplicht);
- Terugkeert op de arbeidsmarkt;
- Sinds minstens 6 maanden een leefloon geniet;
- Getroffen is door een collectief ontslag of door een herstructureringsplan.

§ 2: Categorie 2 waarvoor een inspanning van minstens 0,025% van de loonmassa moet worden geleverd voor tewerkstelling en opleiding

- a) Werknemers \geq 50 jaar;
- b) Werknemers \geq 40 jaar bedreigd door ontslag door:
 - Lopende vooropzegging;
 - Onderneming in moeilijkheden of in herstructurering;
 - Aangekondigd collectief ontslag.
- c) De niet-werkenden en de personen die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding.
- d) De personen met beperkte arbeidsgeschiktheid;
- e) De jongeren van minder dan 26 jaar die een opleiding volgen (leerovereenkomst, IBO, instapstage).

§ 3: Categorie 3 waarvoor een inspanning van minstens 0,025% van de loonmassa moet worden geleverd voor tewerkstelling en opleiding

- a) Jongeren van minder dan 26 jaar met beperkte arbeidsgeschiktheid;
- b) Jongeren van minder dan 26 jaar die een opleiding volgen (leerovereenkomst, IBO, instapstage);
- c) Personen van minder dan 26 jaar die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding

§ 4: Onder niet-actieve personen wordt verstaan

- Langdurig werkzoekenden (zie KB 19/12/2001);
- Uitkeringsgerechtigde werklozen;
- Laaggeschoolde of erg laaggeschoolde werkzoekenden (wet van 24/12/99);
- Personen die na een onderbreking van minstens 1 jaar het werk hervatten;

- Personen die een leefloon ontvangen;
- Werknemers die recht hebben op een verminderingkaart herstructureringen;
- Niet-Europese werkzoekenden.

Onder personen met een beperkte geschiktheid wordt verstaan:

- Personen die voldoen aan de voorwaarden om ingeschreven te worden in een regionaal agentschap voor personen met een handicap
- Personen met een definitieve arbeidsongeschiktheid van minstens 33%
- Personen die een vervangingsinkomen voor personen met een handicap ontvangen;
- Werknemers die ressorteren onder de PC's bevoegd voor de ETA's en de beschutte werkplaatsen;
- Personen die verhoogde kinderbijslagen genieten op basis van een fysieke of mentale handicap van minstens 66%;
- Personen die een attest hebben van de Algemene Directie Personen met een handicap voor de toekenning van fiscale en sociale voordelen;
- Personen met een uitkering voor invaliditeit, een beroepsziekte of een uitkering voor een arbeidsongeval.

Artikel 5.

De diensten voor gezins- en bejaardenhulp garanderen voor hun werknemers een voortgezette opleiding, opdat ze zich kunnen aanpassen aan de evolutie van de behoeften.

Artikel 6.

De diensten voor gezins- en bejaardenhulp nemen werknemers aan die tot risicogroepen behoren.

Alle initiatieven op gebied van voortgezette opleiding worden toegankelijk gemaakt voor de risicogroepen zoals gedefinieerd in artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 7.

Jaarlijks op 1 juli dienen de werkgevers aan de ondernemingsraad of aan het CPBW of bij ontstentenis ervan aan een vakbondsafvaardiging de tabellen bezorgen - bijlage 1 - waaruit blijkt dat de maatregelen voor de indienstneming en opleiding van risicogroepen uitgevoerd zijn.

Artikel 8.

Het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap zal toezien op de uitvoering van deze maatregelen voor de tewerkstelling en de opleiding van risicogroepen.

HOOFDSTUK IV -STARTBAANOVEREENKOMST

Artikel 9.

Met uitvoering van de artikelen 3, 1, 2° van het koninklijk besluit van 30 maart 2000 tot uitvoering van de artikelen 26, 27, eerste lid, 2°, 30, 39, §1 en §4, 2de lid, 40, 2de lid, 40bis, 2de lid, 41, 43, 2de lid, en 47, §1, vijfde lid van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, moeten de werkgevers die lid zijn van het paritair subcomité de volgende exacte berekening toepassen voor de reële verplichting inzake startbaanovereenkomsten:

CODEF	0
C.C.C.S.S.D	66,34
FEDOM	28,69
F.S.B.	11,53

HOOFDSTUK V - SLOTBEPALINGEN

Artikel 10.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2023 en treedt buiten werking op 31 december 2024.

Deze overeenkomst kan herzien of opgezegd worden door één van de ondertekenende partijen met een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend per aangetekend schrijven bij de Post, aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Bijlage 1

CAO van 8/09/2023 betreffende de tewerkstelling en de opleiding van risicogroepen

Categorie 1 – art. 4 §1

Opleiding

Loonkosten

Lonen	
Patronale lasten	
Totaal 1	

Organisatiekosten

Loon interne opleiders	
Loon externe opleiders	
Verplaatsingen van de werknemers	
Huur zalen	
Didactisch materiaal	
Andere (te preciseren)	
Totaal 2	

Totale uitgaven

Totaal 1 + 2	
---------------------	--

Tewerkstelling

Netto bijkomende banen:

- Kwalificatie
- Arbeidstijd

Opmerkingen:

Alleen de kosten met betrekking tot de werknemers risicogroepen zoals bepaald in PSC 318.01 kunnen in aanmerking genomen worden.

De opleidingskosten kunnen alleen in aanmerking worden genomen als er niet in subsidiëring is voorzien.

De banen moeten bijkomend zijn ten opzichte van subsidiemethodes.

Bijlage 1

CAO van 8/09/2023 betreffende de tewerkstelling en de opleiding van risicogroepen

Categorie 2 – art. 4 §2

Opleiding

Loonkosten

Lonen	
Patronale lasten	
Totaal 1	

Organisatiekosten

Loon interne opleiders	
Loon externe opleiders	
Verplaatsingen van de werknemers	
Huur zalen	
Didactisch materiaal	
Andere (te preciseren)	
Totaal 2	

Totale uitgaven

Totaal 1 + 2	
---------------------	--

Tewerkstelling

Netto bijkomende banen:

- Kwalificatie
- Arbeidstijd

Opmerkingen:

Alleen de kosten met betrekking tot de werknemers risicogroepen zoals bepaald in PSC 318.01 kunnen in aanmerking genomen worden.

De opleidingskosten kunnen alleen in aanmerking worden genomen als er niet in subsidiëring is voorzien.

De banen moeten bijkomend zijn ten opzichte van subsidiemethodes.

BIJLAGE 1

CAO van 8/09/2023 betreffende de tewerkstelling en de opleiding van risicogroepen

Categorie 3 – art. 4 §3

Opleiding

Loonkosten

Lonen	
Patronale lasten	
Totaal 1	

Organisatiekosten

Loon interne opleiders	
Loon externe opleiders	
Verplaatsingen van de werknemers	
Huur zalen	
Didactisch materiaal	
Andere (te preciseren)	
Totaal 2	

Totale uitgaven

Totaal 1 + 2	
---------------------	--

Tewerkstelling

Netto bijkomende banen:

- Kwalificatie
- Arbeidstijd

Opmerkingen:

Alleen de kosten met betrekking tot de werknemers risicogroepen zoals bepaald in PSC 318.01 kunnen in aanmerking genomen worden.

De opleidingskosten kunnen alleen in aanmerking worden genomen als er niet in subsidiëring is voorzien.

De banen moeten bijkomend zijn ten opzichte van subsidiemethodes.